Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1905 | **Roma — Giovedì 9 novembre** | **Numero 261**

DIREZIONE *in Via Larga nel Palazzo Baleani* | **Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi** | **AMMINISTRAZIONE** *in Via Larga nel Palazzo Baleani*

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno: » » 36; » » 19; » » 10
Per gli Stati dell'Unione postale: » » 80; » » 41; » » 22
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziarii . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta*.

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. **10** *— nel Regno cent.* **15** *— arretrato in Roma cent* **20** *— nel Regno cent.* **30** *— all'Estero cent.* **35**
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

Parte Ufficiale

LEGGI E DECRETI

Il numero 523 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alle tre Convenzioni (facenti seguito a quella del 14 novembre 1896, approvata con R. decreto 14 maggio 1899), firmate all'Aja il 12 giugno 1902 fra l'Italia e vari Stati di Europa:

1° per regolare i conflitti di leggi in materia di matrimonio;

2° per regolare i conflitti di leggi e di giurisdizioni in materia di divorzio e di separazione personale;

3° per regolare la tutela dei minorenni.

Art. 2.

Il Governo del Re pubblicherà, insieme con le Convenzioni approvate con la presente legge, la traduzione italiana di esse.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Racconigi, addì 7 settembre 1905.

VITTORIO EMANUELE.

TITTONI.

C. FINOCCHIARO-APRILE.

Visto, *Il guardasigilli*: C. FINOCCHIARO-APRILE.

I.

CONVENTION pour régler les conflits de lois en matière de mariage.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. etc., et Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc. etc., Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède, et le Conseil Fédéral Suisse:

Désirant établir des dispositions communes pour régler les conflits de lois concernant les conditions pour la validité du mariage,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand: MM. le comte de Pourtalès, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le docteur Hermann Dung, son conseiller supérieur intime de Régence, et le docteur Johannes Kriege, son conseiller intime de légation;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème, etc. etc., et Roi Apostolique de Hongrie: M. Okolicsànyi d'Okolicsna, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaires près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi des Belges: MM. le comte De Grelle Rogier, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Alfred van den Bulcke, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général au Ministère des affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi d'Espagne: M. Carlos Crespi de Valldanza y Fortuny, son chargé d'affaires intérimaire à La Haye;

Le Président de la République Française: MM. de Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Louis Renault, professeur de droit international à l'Université de Paris, jurisconsulte du Ministère des affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi d'Italie: M. Salvatore Tugini, son envoyé extraordinaire et ministre plenipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau: M. le comte De Villers, son chargé d'affaires à Berlin;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas: MM. le baron R. Melvil de Lynden, son ministre des affaires étrangères, J. A. Loeff, son ministre de la justice, et T. M. C. Asser, membre du Conseil d'Etat, président de la Commission royale pour le droit international privé, président des Conférences de droit international privé;

Sa Majesté le Roi des Portugal et des Algarves, etc., etc.: M. le comte De Sélir, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi de Roumanie: M. Jean N. Papjniu, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède: M. le comte Wrangel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Le Conseil Fédéral Suisse: M. Ferdinand Koch, vice-consul de la Confédération Suisse à Rotterdam;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Le droit de contracter mariage est réglé par la loi nationale de chacun des futurs époux, à moins qu'une disposition de cette loi ne se réfère expressement à une autre loi.

Art. 2.

La loi du lieu de la célébration peut interdire le mariage des étrangers qui serait contraire à ses dispositions concernant:

1° les degrés de parenté ou d'ailliance pour lesquels il y a une prohibition absolue;

2° la prohibition absolue de se marier, édictée contre les coupables de l'adultère à raison du quel le mariage de l'un d'eux a été dissous;

3° la prohibition absolue de se marier, édictée contre des personnes condamnées pour avoir de concert attenté à la vie du conjoint de l'une d'elles.

Le mariage célébré contrairement à une des prohibition mentionnées ci-dessus ne sera pas frappé de nullité, pourvu qu'il soit valable d'après la loi indiquée par l'article 1.

Sous la réserve de l'application du premier alinéa de l'article 6 de la présente Convention, aucun Etat contractant ne s'oblige à faire célébrer un mariage qui, à raison d'un mariage antérieur ou d'un obstacle d'ordre religieux, serait contraire à ses lois.

La violation d'un empêchemet de cette nature ne pourrait pas entraîner la nullité du mariage dans les pays autre que celui où le mariage a été célébré.

Art. 3.

La loi du lieu de la célébration peut permettre le mariage des étrangers, nonobstant les prohibitions de la loi indiqué par l'article 1, lorsque ces prohibitions sont exclusivement fondées sur des motifs d'ordre religieux.

Les autres Etats ont le droit de ne pas reconnaître comme valable le mariage célébré dans ces circonstances.

Art. 4.

Les étrangers doivent, pour se marier, établir qu'ils remplissent les conditions nécessaires d'après la loi indiqué par l'article 1.

Cette justification se fera, soit par un certificat des agents diplomatiques ou consulaires autorisés par l'Etat dont les contractants sont les ressortissants, soit par tout autre mode de preuve, pourvu que les conventions internationales ou les autorités du pays de la célébration reconnaissent la justification comme suffisante.

Art. 5.

Sera reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré suivant la loi du pays où il a eu lieu.

Il est toutefois entendu que les pays dont la législation exige une célébration religieuse pourront ne pas reconnaître comme valables les mariages contractés par leurs nationaux à l'étranger sans que cette prescription ait été observée.

Les dispositions de la loi nationale, en matière de pubblications, devront être respectées; mais le défaut de ces pubblications ne pourra pas entraîner la nullité du mariage dans les pays autres que celui dont la loi aurait été violée.

Une copie authentique de l'acte de mariage sera transmise aux autorités du pays de chacun des époux.

Art. 6.

Sera reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré devant un agent diplomatique ou consulaire, conformément à sa législation, si aucune des parties contractantes n'est ressortissante de l'Etat où le mariage a été célébré et si cette Etat ne s'y oppose pas. Il ne peut pas s'y opposer quand il s'agit d'un mariage qui, à raison d'un mariage antérieur ou d'un obstacle d'ordre religieux, serait contraire à ses lois.

La réserve du second alinéa de l'article 5 est applicable aux mariages diplomatiques ou consulaires.

Art. 7.

Le mariage nul, quant à la forme, dans le pays où il a été célébré, pourra néanmoins être reconnu comme valable dans les autres pays, si la forme prescrite par la loi nationale de chacune des parties a été observée.

Art. 8.

La présente Convention ne s'applique qu'aux mariages célébrés sur le territoire des Etats contractants entre personnes dont une au moins est ressortissante d'un de ces Etats.

Aucun Etat ne s'obblige, par la présente Canvention, à appliquer une loi qui ne serait pas celle d'un Etat contractant.

Art. 9.

La présente Convention, qui ne s'applique qu'aux territoire européens des Etats contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que la majorité des Hautes Parties contractentes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 10.

Les Etats non signataires qui ont été représentés à la troi-

sième Conférence de droit international privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente Convention.

L'Etat qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 11.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

Art. 12.

La présente Convention aura une durée de cinq ans, à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auraient adhéré plus tard.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas précédents, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectivement ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 12 juin 1902, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la troisième Conférence du droit international privé.

Pour l'Allemagne: (*L. S*)
F. Pourtalès
Dungs
Kriege

Pour l'Autriche et pour la Hongrie: (*L S.*)
Okolicsànyi D'Okolicsna

Pour la Belgique: (*L. S.*)
C.te De Grelle Rogier
Alfred van den Bulcke

Pour l'Espagne: (*L. S*)
Carlos Crespi de Valldanza y Fortuny

Pour la France: (*L. S*)
Monbel
L. Renault

Pour l'Italie; (*L. S*).
Tugini

Pour le Luxembourg: (*L. S.*)
C.te de Villers

Pour les Pays-Bas: (*L. S.*)
Baron Melvil de Lynden
J. A. Loeff
T. M. C. Asser

Pour le Portugal: (*L. S.*)
Conde de Sélir

Pour la Roumanie:
J. N. Papjniu

Pour le Suède: (*L. S.*)
C.te Wrangel

Pour la Suisse; (*L. S*)
F. Koch I.r

II.

CONVENTION pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Sa Majestè la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi du Portugal et des Algarves, etc., etc., Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède, et le Conseil Fédéral Suisse:

Désirant établir des dispositions communes pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps.

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allmand: MM. le comte Pourtalès, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le docteur Hermann Dungs, son conseiller supérieur intime de Régence, et le docteur Johannes Kriege, son conseiller intime de légation;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie: M. Okolicsànyi d'Okolicsna, son envoyé estraordinaire et ministre plénipotentiare près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi des Belges: MM. le comte De Grelle Rogier, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Alfred van den Bulcke, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général au Ministère des affaires etrangères;

Sa Majesté le Roi d'Espagne: M. Carlos Crespi de Valldanza y Fortuny, son chargé d'affaires intérimaire à La Haye;

Le Président de la République Française: MM. De Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Louis Renault, professeur de droit international à l'Université de Paris, jurisconsulte du Ministère des affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi d'Italie: M. Salvatore Tugini, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau: M. le comte De Villers, son chargé d'affaires à Berlin;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas: MM. le baron R. Melvil de Lynden, son ministre des affaires étrangères, J. A. Loeff, son ministre de la justice, et T. M. C. Asser, membre du Conseil d'Etat, président de la Commission Royale pour le droit international privé, président des Conférences de droit international privé;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc: M. le comte de Sélir, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi de Roumanie: M. Jean Papjniu, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majestè le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède: M. le comte Wrangel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Le Conseil Fédéral Suisse: M. Ferdinand Koch, vice consul de la Confédération Suisse à Rotterdam;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, trouvés en bonne e due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Les époux ne peuvent former une demande en divorce que si leur loi nationale et la loi du lieu où la demande est formée admettent le divorce l'une et l'autre.

Il en est de même de la séparation de corps.

Art. 2.

Le divorce ne peut être demandé que si, dans le cas dont il s'agit, il est admis à la fois par la loi nationale des époux et par la loi du lieu où la demande est formée, encore que ce soit pour des causes différentes.

Il en est de même de la séparation de corps.

Art. 3.

Nonobstant les dispositions des articles 1 et 2, la loi nationale sera observée, si la loi du lieu où la demande est formée le prescrit ou le permet.

Art. 4.

La loi nationale indiquée par les articles précédents ne peut être invoquée, pour donner à un fait qui s'est passé alors que les époux ou l'un d'eux étaient d'une autre nationalité, le caractère d'une cause de divorce ou de séparation de corps.

Art. 5.

La demande en divorce ou en séparation de corps peut être formée:

1° devant la juridiction compétente d'après la loi nationale des époux;

2° devant la juridiction compétente du lieu où les époux sont domiciliés. Si, d'après leur législation nationale, les époux n'ont pas le même domicile, la juridiction compétente est celle du domicile du défendeur. Dans le cas d'abandon et dans le cas d'un changement de domicile opéré après que la cause de divorce ou de séparation est intervenue, la demande peut aussi être formée devant la juridiction compétente du dernier domicile commun. - Toutefois, la juridiction nationale est réservée dans la mesure où cette juridiction est seule compétente pour la demande en divorce ou en séparation de corps. La juridiction étrangère reste compétente pour un mariage qui ne peut donner lieu à une demande en divorce ou en séparation de corps devant la juridiction nationale compétente.

Art. 6.

Dans le cas où des époux ne sont pas autorisés à former une demande en divorce ou en séparation de corps dans le pays où ils sont domiciliés, ils peuvent néanmoins, l'un et l'autre, s'adresser à la juridiction compétente de ce pays, pour solliciter les mesures provisoires que prévoit sa législation en vue de la cessation de la vie en commun. Ces mesures seront maintenues, si, dans le délai d'un an, elles sont confirmées par la juridiction nationale; elles ne dureront pas plus longtemps que ne le permet la loi du domicile.

Art. 7.

Le divorce et la séparation de corps prononcés par un tribunal compétent aux termes de l'article 5 seront reconnus partout, sous la condition que les clauses de la présente Convention aient été observées et que, dans le cas où la décision aurait été rendue par défaut, le défendeur ait été cité conformément aux dispositions spéciales exigées par sa loi nationale pour reconnaître les jugements étrangers.

Seront reconnus également partout le divorce et la séparation de corps prononcés par une juridiction administrative, si la loi de chacun des époux reconnaît ce divorce et cette séparation.

Art. 8.

Si les époux n'ont pas la même nationalité, leur dernière législation commune devra, pour l'application des articles précédents, être considérée comme leur loi nationale.

Art. 9.

La présente Convention ne s'applique qu'aux demandes en divorce ou en séparation de corps formées dans l'un des Etats contractants, si l'un des plaideurs au moins est ressortissant d'un de ces Etats.

Aucun Etat ne s'oblige, par la présente Convention, à appliquer une loi qui ne serait pas celle d'un Etat contractant.

Art. 10.

La présente Convention, qui ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 11.

Les Etats non signataires qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit internationale privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente Convention.

L'Etat qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique, à chacun des Etats contractants.

Art. 12.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

Art. 13.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auraient adhéré plus tard.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas précédents, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 12 juin 1902, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentées à la troisième Conférence de droit international privé.

Pour l'Allemagne : (L. S)
F. Pourtalès
Dungs
Kriege

Pour l'Autriche et pour la Hongrie : (L. S.)
Okolicsànyi d'Okolicsna

Pour la Belgique : (L. S.)
C.te De Grelle Rogier
Alfred van den Bulcke

Pour l'Espagne : (L. S)
Carlos Crespi de Valldaura y Fortuny

Pour la France : (L. S.)
Monbel
L. Renault

Pour l'Italie : (L. S.)
Tugini

Pour le Luxembourg : (L. S)
C.te de Villers

Pour les Pays-Bas : (L. S.)
Baron Melvil de Lynden
J. A. Loeff
T. M. C. Asser

Pour le Portugal : (L. S.)
Conde de Sélir

Pour la Roumanie : (L. S).
J. N. Papiniu

Pour la Suède : (L. S.)
C.te Wrangel

Pour la Suisse : (L. S.)
F. Koch Lr

III.

CONVENTION pour régler la tutelle des mineurs.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.. Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède, et le Conseil Fédéral Suisse:

Désirant établir des dispositions communes pour régler la tutelle des mineurs.

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand: MM. le comte De Pourtalès, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le docteur Hermann Dungs, son conseiller intime de Régence, et le docteur Johannes Kriege, son conseiller intime de légation;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie: M. Okolicsànyi d'Okolicsna, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi des Belges: MM. le comte De Grelle Rogier, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Alfred van den Bulcke, son

envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général au Ministére des affaires étragéres;

Sa Majesté le Roi d'Espagne: M. Carlos Crespi de Valldanza y Fortuny, son chargé d'affaires intérimaire à La Haye;

Le Président de la République Française: MM. De Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Française prés Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Louis Renault, professeur de droit international à l'Université de Paris, jurisconsulte du Ministère des affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi d'Italie: M. Salvatore Tugini, son envoyé extraordinarie et ministre plenipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau: M. le comte De Villers, son chargé d'affaires à Berlin;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas: MM. le baron R. Melvil de Lynden, son ministre des affaires étrangères, J. A. Loeff, son ministre de la justice, et T. M. C. Asser, membre du Conseil d'Etat, président de la Commission royale pour le droit international privé, président des Conférences de droit international privé;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.: M. le compte de Sélir, son envoyé extraordinaire et ministre plenipotentiaire prés Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi de Roumanie: M. Jean N. Papjniu, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède: M. le compte Wrangel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Le Conseil Fédéral Suisse: M. Ferdinand Koch, vice consul de la Confédération suisse à Rotterdam;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

La tutelle d'un mineur est réglée par sa loi nationale.

Art. 2.

Si la loi nationale n'organise pas la tutelle dans le pays du mineur en vue du cas où celui-ci aurait sa résidence habituelle à l'étranger, l'agent diplomatique ou consulaire autorisé par l'Etat dont le mineur est le ressortissant pourra y pourvoir, conformément à la loi de cet Etat, si l'Etat de la résidence habituelle du mineur ne s'y oppose pas.

Art. 3.

Toutefois, la tutelle du mineur ayant sa résidence habituelle à l'étranger s'établit et s'exerce conformément à la loi du lieu, si elle n'est pas ou si elle ne puet pas être constituée conformément aux dispositions de l'article 1 ou de l'article 2.

Art. 4.

L'existence de la tutelle établie conformément à la disposition de l'article 3 n'empêche pas de constituer une nouvelle tutelle par l'application de l'article 1 ou de l'article 2.

Il sera le plus tôt possible, donné information de ce fait au Gouvernement de l'Etat où la tutelle a d'abord été organisée. Ce Gouvernement en informera, soit l'autorité, qui aurait institué la tutelle, soit, si une telle autorité n'existe pas, le tuteur luimême.

La législation de l'Etat où l'ancienne tutelle était organisée décide à quel moment cette tutelle cesse, dans le cas prevu par le présent article.

Art. 5.

Dans tous les cas, la tutelle s'ouvre et prend fin aux époques et pour les causes déterminées par la loi nationale du mineur.

Art. 6.

L'administration tutélaire s'étend à la personne et à l'ensemble des biens du mineur, quel que soit le lieu de leur situation.

Cette règle peut recevoir exception quant aux immeubles placés par la loi de leur situation sous un régime foncier spécial.

Art. 7.

En attendant l'organisation de la tutelle, ainsi que dans tous les cas d'urgence, les mesures nécessaires pour la protection de la personne et des intérêts d'un mineur étranger pourront être prises par les autorités locales.

Art. 8.

Les autorités d'un Etat sur le territoire duquel se trouvera un mineur étranger, dont il importera d'établir la tutelle, informeront de cette situation, dès qu'elle leur sera connue, les autorités de l'Etat dont le mineur est le ressortissant.

Les autorités ainsi informées feront connaître le plus tôt possible aux autorités qui auront donné l'avis, si la tutelle a été ou si elle sera établie.

Art. 9.

La présente Convention ne s'applique qu'à la tutelle des mineurs ressortissants d'un des Etats contractants, qui ont leur résidence habituelle sur le territoire d'un de ces Etats.

Toutefois les articles 7 et 8 de la présente Convention s'appliquent à tous les mineurs ressortissants des Etats contractants.

Art. 10.

La présente Convention, qui ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 11.

Les Etats non signataires qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente Convention.

L'Etat qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 12.

La présente Convention entrera en viguer le *soixantième* jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

Art. 13.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date, ou qui auraient adhéré plus tard.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expirations du terme visé aux alinéas précédents, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye le 12 juin 1902, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont una copie, certifiée conforme, sera remise pa la voie diplo-

matique à chacun des Etats qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé.

Pour l'Allemagne: (*L. S.*)	*Pour l'Italie:* (*L. S*)
E. Pourtalès	Tugini
Dungs	*Pour le Luxembourg:* (*L. S.*)
Kriege	C.te de Villers
Pour l'Autriche et pour la Hongrie: (*L. S*)	*Pour les Pays-Bas:* (*L. S*)
Okolicsànyi d'Okolicsna	Baron Melvil de Lynden
	J. A. Loeff
Pour le Belgique: (*L. S.*)	T. M. C. Asser
C.te De Grelle Rogier	*Pour le Portugal:* (*L. S.*)
Alfred van den Bulcke	Conde de Sélir
Pour l'Espagne: (*L. S.*)	*Pour la Roumanie:* (*L. S.*)
Carlos Crespi de Valldanza y Fortuny	J. N. Papjniu
	Pour la Suède: (*L. S.*)
Pour la France: (*L. S*)	C.te Wrangel
Monbel	*Pour la Suisse:* (*L. S.*)
L. Renault	F. Koch I.r

Il numero 521 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 2 della legge in data 7 settembre 1905, che dà incarico al Governo di pubblicare, insieme con le tre Convenzioni internazionali approvate con la medesima legge, la traduzione italiana di esse;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto col ministro di grazia e giustizia e dei culti;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Il Nostro ministro degli affari esteri è autorizzato a pubblicare, di concerto col ministro di grazia e giustizia e dei culti, la traduzione italiana delle tre Convenzioni di diritto internazionale privato, firmate all'Aja il 12 giugno 1902 fra l'Italia e vari Stati d'Europa, approvate con legge del 7 settembre 1905, essendo avvenuto il deposito delle Nostre ratifiche all'Aja il 27 luglio di quest'anno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 18 settembre 1905.

VITTORIO EMANUELE.

TITTONI.

C. FINOCCHIARO-APRILE.

Visto, *Il guardasigilli:* C. FINOCCHIARO-APRILE.

I.

CONVENZIONE per regolare i conflitti di legge in materia di matrimonio.

Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia, in nome dell'impero germanico, Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Re di Boemia, ecc., ecc. e Re Apostolico d'Ungheria, Sua Maestà il Re dei Belgi, Sua Maestà il Re di Spagna, il Presidente della Repubblica francese, Sua Maestà il Re d'Italia, Sua Altezza Reale il Granduca di Lussemburgo, Duca di Nassau, Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi, Sua Maestà il Re del Portogallo e delle Algarve, ecc., ecc., Sua Maestà il Re di Rumania, Sua Maestà il Re di Svezia e Norvegia, in nome della Svezia, e il Consiglio Federale Svizzero:

Desiderando stabilire disposizioni comuni per regolare i conflitti di leggi relativamente alle condizioni per la validità del matrimonio,

Hanno risoluto di concludere una Convenzione a questo fine, ed hanno nominato loro plenipotenziari:

(*Seguono i nomi dei plenipotenziari*).

I quali, dopo essersi comunicato i rispettivi pieni poteri, che furono trovati in buona e debita forma, hanno convenuto nelle disposizioni seguenti:

Art. 1.

Il diritto di contrarre matrimonio è regolato dalla legge nazionale di ciascuno dei futuri coniugi, a meno che una disposizione di questa legge non si riferisca espressamente a una legge diversa.

Art. 2.

La legge del luogo della celebrazione può vietare il matrimonio degli stranieri, che fosse contrario alle sue disposizioni concernenti:

1° I gradi di parentela o di affinità per i quali esiste un divieto assoluto.

2° Il divieto assoluto di matrimonio fra i colpevoli dell'adulterio a causa del quale il matrimonio di uno di essi è stato sciolto.

3° Il divieto assoluto di matrimonio fra le persone condannate per avere attentato di concerto alla vita del coniuge di una di esse.

Il matrimonio celebrato contro uno dei divieti enunciati precedentemente non sarà nullo, purchè sia valido secondo la legge indicata all'art. 1°.

Salvo l'applicazione del 1° alinea dell'art 6 della presente Convenzione, nessuno Stato contraente è obbligato a far celebrare un matrimonio che sarebbe contrario alle sue leggi a causa di un matrimonio anteriore o di un ostacolo d'ordine religioso. La violazione di un impedimento di questa specie non potrebbe avere per conseguenza la nullità del matrimonio nei paesi diversi da quello dove fu celebrato.

Art. 3.

La legge del luogo della celebrazione può permettere il matrimonio degli stranieri, nonostante i divieti della legge indicata all'art. 1°, quando questi divieti sono esclusivamente fondati sopra motivi di ordine religioso.

Gli altri Stati hanno il diritto di non riconoscere come valido il matrimonio celebrato in queste circostanze.

Art. 4.

Gli stranieri che vogliono contrarre matrimonio devono dimostrare l'adempimento delle condizioni necessarie secondo la legge indicata all'art. 1.

Questa dimostrazione si farà, sia mediante un certificato degli agenti diplomatici o consolari autorizzati dallo Stato a cui i contraenti appartengono, sia con qualunque altro mezzo di prova, purchè le Convenzioni internazionali o le autorità del paese in cui il matrimonio deve celebrarsi riconoscano la dimostrazione come sufficiente.

Art. 5.

Sarà riconosciuto dovunque come valido, quanto alla forma, il matrimonio celebrato secondo la legge del paese dove è stato contratto.

I paesi la cui legislazione esige una celebrazione religiosa, potranno tuttavia non riconoscere come validi i matrimoni contratti dai loro nazionali all'estero senza l'osservanza di questa prescrizione.

Le disposizioni della legge nazionale, in materia di pubblicazioni, dovranno essere osservate; ma la mancanza di queste pubblicazioni non potrà avere per conseguenza la nullità del matrimonio, nei paesi diversi da quello la cui legge sia stata violata.

Una copia autentica dell'atto di matrimonio sarà trasmessa alle autorità del paese di ciascuno dei coniugi.

Art. 6.

Sarà riconosciuto dovunque come valido, quanto alla forma, il matrimonio celebrato davanti ad un agente diplomatico o consolare, in conformità della sua legislazione, purchè nessuna delle parti contraenti appartenga allo Stato dove il matrimonio fu contratto e purchè questo Stato non vi si opponga. Esso non può opporvisi, quando si tratti di un matrimonio contrario alle sue leggi a causa di un matrimonio anteriore o di un ostacolo di ordine religioso.

La riserva del secondo alinea dell'art. 5 è applicabile ai matrimoni diplomatici o consolari.

Art. 7.

Il matrimonio nullo, quanto alla forma, nel paese dove fu celebrato, potrà tuttavia essere riconosciuto come valido negli altri paesi, se la forma prescritta dalla legge nazionale di ciascuna delle parti è stata osservata.

Art. 8.

La presente Convenzione si applica soltanto ai matrimoni celebrati nel territorio degli Stati contraenti, fra persone delle quali una almeno appartenga a uno di questi Stati.

Nessuno Stato è obbligato dalla presente Convenzione ad applicare una legge che non sia quella di uno degli Stati contraenti.

Art. 9.

La presente Convenzione, che si applica soltanto ai territori europei degli Stati contraenti, sarà ratificata e le ratifiche saranno depositate all'Aja, tostochè la maggioranza delle Alte Parti contraenti sia in grado di farlo.

Sarà redatto di questo deposito un processo verbale, una copia del quale, certificata conforme, sarà rimessa per via diplomatica a ciascuno degli Stati contraenti.

Art. 10.

Gli Stati non firmatari, che furono rappresentati alla III Conferenza di diritto internazionale privato, sono ammessi ad aderire puramente e semplicemente alla presente Convenzione.

Lo Stato che desidera aderire notificherà, non più tardi del 31 dicembre 1904, la sua intenzione con un atto che sarà depositato negli archivi del Governo dei Paesi Bassi. Questo ne manderà copia, certificata conforme, per via diplomatica, a ciascuno degli Stati contraenti.

Art. 11.

La presente Convenzione entrerà in vigore il 60° giorno dal deposito delle ratifiche o dalla data della notificazione delle adesioni.

Art. 12.

La presente Convenzione avrà la durata di cinque anni a partire dalla data del deposito delle ratifiche.

Il termine comincierà a decorrere dalla data suddetta, anche per gli Stati che avranno fatto il deposito posteriormente alla data stessa, o che avranno aderito più tardi.

La Convenzione sarà rinnovata tacitamente di cinque in cinque anni, salvo denuncia.

La denuncia dovrà essere notificata almeno sei mesi prima della scadenza del termine di cui ai precedenti alinea, al Governo dei Paesi Bassi, che ne darà notizia a tutti gli altri Stati contraenti.

La denuncia non produrrà effetto che riguardo allo Stato che l'avrà notificata. La Convenzione rimarrà in vigore per gli altri Stati.

In fede di che, i plenipotenziari rispettivi hanno firmato la presente Convenzione e l'hanno munita dei loro sigilli.

Fatto all'Aja, il 12 giugno 1902, in un solo esemplare, che sarà depositato negli archivi del Governo dei Paesi Bassi e una copia del quale, certificata conforme, sarà rimessa per via diplomatica a ciascuno degli Stati che furono rappresentati alla III Conferenza di diritto internazionale privato.

(*Seguono le firme*).

II.

CONVENZIONE per regolare i conflitti di leggi e di giurisdizione in materia di divorzio e di separazione personale.

Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prusia, in nome dell'Impero germanico, Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Re di Boemia, ecc., ecc. e Re Apostolico d'Ungheria, Sua Maestà il Re dei Belgi, Sua Maestà il Re di Spagna, il Presidente della Repubblica francese, Sua Maestà il Re d'Italia, Sua Altezza Reale il Granduca di Lussemburgo, Duca di Nassau, Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi, Sua Maestà il Re di Portogallo e delle Algarve, ecc., ecc., Sua Maestà il Re di Rumania, Sua Maestà di Re di Svezia e Norvegia, in nome della Svezia, e il Consiglio Federale Svizzero:

Desiderando stabilire disposizioni comuni per regolare i conflitti di leggi relativamente alle condizioni per la validità del matrimonio;

Hanno risoluto di concludere una Convenzione a questo fine, ed hanno nominato loro plenipotenziari:

(*Seguono i nomi dei plenipotenziarî*).

I quali, dopo essersi comunicati i rispettivi pieni poteri, che furono trovati in buona e debita forma, hanno convenuto nelle disposizioni seguenti:

Art. 1.

I coniugi non possono proporre domanda di divorzio se non quando il divorzio sia ammesso, tanto dalla loro legge nazionale, quanto dalla legge del luogo dove la domanda è proposta.

Lo stesso principio vale per la separazione personale.

Art. 2.

Il divorzio non può esser chiesto se nòn quando, nel caso di cui si tratta, il divorzio è ammesso, tanto dalla legge nazionale dei coniugi, quanto dalla legge del luogo dove la domanda è proposta, sebbene per cause diverse.

Lo stesso principio vale per la separazione personale.

Art. 3.

Nonostante le disposizioni degli articoli 1 e 2, la legge nazionale soltanto sarà osservata, se la legge del luogo dove la domanda è proposta lo prescrive o lo permette.

Art. 4.

La legge nazionale indicata agli articoli precedenti non può essere invocata per attribuire a un fatto, avvenuto quando i coniugi o uno di essi avevano una cittadinanza diversa, il carattere di una causa di divorzio o di separazione.

Art. 5.

La domanda di divorzio o di separazione personale può essere proposta:

1° davanti la giurisdizione competente secondo la legge nazionale dei coniugi;

2° davanti la giurisdizione competente del luogo dove i coniugi hanno il loro domicilio. Quando, secondo le loro leggi nazionali, i coniugi non abbiano lo stesso domicilio, la giurisdizione competente è quella del domicilio del convenuto. Nel caso di abbandono, o nel caso di un cambiamento di domicilio compiuto dopo che sia intervenuta la causa di divorzio o di separazione, la domanda può essere proposta anche davanti la giurisdizione competente dell'ultimo domicilio comune. Ciò nonostante, la giurisdizione nazionale è riservata, in quanto essa sia esclusivamente competente per le azioni di divorzio o di separazione.

La giurisdizione straniera resta competente per un matrimonio che non possa dar luogo ad un'azione di divorzio o di separazione davanti la competente giurisdizione nazionale.

Art. 6.

Nel caso che i coniugi non siano ammessi a proporre domanda di divorzio o di separazione personale nel paese dove hanno il loro domicilio, possono nondimeno, l'uno e l'altro, rivolgersi alla giurisdizione competente di questo paese, per sollecitare le disposizioni provvisorie prevedute dalla legislazione locale, in vista

della cessazione della vita comune. Queste disposizioni saranno mantenute se nel termine di un anno siano confermate dalla giurisdizione nazionale; esse non avranno efficacia più a lungo di quanto permetta la legge del domicilio.

Art. 7.

Il divorzio e la separazione personale pronunciati da un tribunale competente a termini dell'art. 5, saranno riconosciuti dovunque, purchè le clausole della presente Convenzione sieno state osservate, e, nel caso che la sentenza sia stata pronunciata in contumacia, purchè il convenuto sia stato citato in conformità delle disposizioni speciali richieste dalla sua legge nazionale per il riconoscimento delle sentenze straniere.

Saranno del pari riconosciuti dovunque il divorzio e la separazione personale pronunciati da una giurisdizione amministrativa, se la legge di ciascuno dei coniugi riconosce questo divorzio e questa separazione.

Art 8.

Se i coniugi non hanno la stessa cittadinanza, sarà considerata come loro legge nazionale, per l'applicazione degli articoli precedenti, la loro ultima legislazione comune.

Art. 9.

La presente Convenzione non si applica che alle domande di divorzio o di separazione personale proposte in uno degli Stati contraenti, purchè una almeno delle parti appartenga a uno di questi Stati.

Nessuno Stato è obbligato dalla presente Convenzione ad applicare una legge che non sia quella di uno degli Stati contraenti.

Art. 10.

Gli Stati non firmatari, che furono rappresentati alla III Conferenza di diritto internazionale privato, sono ammessi ad aderire puramente e semplicemente alla presente Convenzione.

Lo Stato che desidera aderire notificherà, non più tardi del 31 dicembre 1904, la sua intenzione con un atto che sarà depositato negli archivi del Governo dei Paesi Bassi. Questo ne manderà copia, certificata conforme, per via diplomatica, a ciascuno degli Stati contraenti.

Art. 11.

La presente Convenzione entrerà in vigore il 60° giorno dal deposito delle ratifiche o dalla data della notificazione delle adesioni.

Art. 12.

La presente Convenzione avrà la durata di cinque anni a partire dalla data del deposito delle ratifiche.

Il termine comincierà a decorrere dalla data suddetta, anche per gli Stati che avranno fatto il deposito posteriormente alla data stessa, o che avranno aderito più tardi.

La Convenzione sarà rinnovata tacitamente di cinque in cinque anni, salvo denuncia.

La denuncia dovrà essere notificata almeno sei mesi prima della scadenza del termine di cui ai precedenti alinea, al Governo dei Paesi Bassi, che ne darà notizia a tutti gli Stati contraenti.

La denuncia non produrrà effetto che riguardo allo Stato che l'avrà notificata. La Convenzione rimarrà in vigore per gli altri Stati.

In fede di che i plenipotenziari rispettivi hanno firmato la presente Convenzione e l'hanno munita dei loro sigilli.

Fatto all'Aja, il 12 giugno 1902, in un solo esemplare, che sarà depositato negli archivi del Governo dei Paesi Bassi e una copia del quale, certificata conforme, sarà rimessa per via diplomatica a ciascuno degli Stati che furono rappresentati alla III Conferenza di diritto internazionale privato.

(*Seguono le firme*).

III.

CONVENZIONE per regolare la tutela dei minori.

Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia, in nome dell'Impero germanico, Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Re di Boemia, ecc., ecc., e Re Apostolico d'Ungheria, Sua Maestà il Re dei Belgi, Sua Maestà il Re di Spagna, il presidente della Repubblica francese, Sua Maestà il Re d'Italia, Sua Altezza Reale il Granduca di Lussemburgo, Duca di Nassau, Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi, Sua Maestà il Re del Portogallo e delle Algarve, ecc., ecc. Sua Maestà il Re di Rumania, Sua Maestà il Re di Svezia e Norvegia, in nome della Svezia, e il Consiglio Federale Svizzero:

Desiderando stabilire disposizioni comuni per regolare i conflitti di leggi relativamente alle condizioni per la validità del matrimonio.

Hanno risoluto di concludere una Convenzione a questo fine, ed hanno nominato loro plenipotenziari:

(*Seguono i nomi dei plenipotenziari*).

I quali, dopo essersi comunicati i rispettivi pieni poteri che furono trovati in buona e debita forma, hanno convenuto nelle disposizioni seguenti:

Art. 1.

La tutela dei minori è regolata dalla loro legge nazionale.

Art. 2.

Se la legge nazionale non provvede alla tutela nel paese del minore, per il caso in cui questi abbia la sua residenza all'estero, potrà provvedervi l'agente diplomatico o consolare autorizzato dallo Stato, purchè lo Stato della residenza abituale del minore non vi si opponga.

Art. 3.

Ciononondimeno, la tutela del minore che ha la sua residenza abituale all'estero si costituisce e si esercita in conformità della legge del luogo, quando essa non sia o non possa essere costituita in conformità delle disposizioni dell'art. 2.

Art. 4.

L'esistenza della tutela costituita in conformità delle disposizioni dell'art. 3 non impedisce di costituire una nuova tutela in applicazione dell'art. 1 e dell'art. 2.

Di ciò sarà data notizia, il più presto possibile, al Governo dello Stato dove la tutela fu primieramente costituita. Questo Governo ne informerà l'autorità che avesse istituita la tutela, o, se questa autorità non esiste, il tutore medesimo.

Spetta alla legislazione dello Stato dove la primitiva tutela fu costituita di determinare il momento in cui questa tutela cessa, nel caso previsto dal presente articolo.

Art. 5.

In ogni caso, la tutela si apre e cessa nel tempo e per le cause determinate dalla legge nazionale del minore.

Art. 6.

L'amministrazione della tutela si estende alla persona del minore e al complesso dei suoi beni, dovunque siano situati.

Questa regola può ricevere eccezione quanto agli immobili posti dalla legge della loro situazione sotto un regime fondiario speciale.

Art. 7.

In attesa della costituzione della tutela, e in ogni caso d'urgenza, i provvedimenti necessari per la protezione della persona e degli interessi di un minore straniero potranno essere presi dalle autorità locali.

Art. 8.

Tostochè le autorità di uno Stato, sul territorio del quale si trovi un minore straniero di cui convenga costituire la tutela, abbiano notizia di tale fatto, ne daranno subito partecipazione alle autorità dello Stato a cui il minore appartiene.

Le autorità per tal modo informate faranno sapere il più presto possibile alle autorità dalle quali avranno ricevuto l'informazione, se la tutela è stata o sarà costituita.

Art. 9.

La presente Convenzione non si applica che alla tutela dei minori che appartengono a uno degli Stati contraenti, che abbiano la loro residenza abituale sul territorio di uno di questi Stati.

Ciò nonostante, gli articoli 7 e 8 della presente Convenzione si applicano a tutti i minori che appartengono agli Stati contraenti.

Art. 10.

Gli Stati non firmatari, che furono rappresentati alla III Conferenza di diritto internazionale privato, sono ammessi ad aderire puramente e semplicemente alla presente Convenzione.

Lo Stato che desidera aderire notificherà, non più tardi del 31 dicembre 1904, la sua intenzione con un atto che sarà depositato negli archivi del Governo dei Paesi Bassi. Questo ne manderà copia, certificata conforme, per via diplomatica, a ciascuno degli Stati contraenti.

Art. 11.

La presente Convenzione entrerà in vigore il 60° giorno dal deposito delle ratifiche o dalla data della notificazione delle adesioni.

Art. 12.

La presente Convenzione avrà la durata di cinque anni a partire dalla data del deposito delle ratifiche.

Il termine comincierà a decorrere dalla data suddetta, anche per gli Stati che avranno fatto il deposito posteriormente alla data stessa, o che avranno aderito più tardi.

La Convenzione sarà rinnovata tacitamente di cinque in cinque anni, salvo denuncia.

La denuncia dovrà essere notificata almeno sei mesi prima della scadenza del termine di cui ai precedenti alinea, al Governo dei Paesi Bassi, che ne darà notizia a tutti gli altri Stati contraenti.

La denuncia non produrrà effetto che riguardo allo Stato che l'avrà notificata. La Convenzione rimarrà in vigore per gli altri Stati.

In fede di che, i plenipotenziari rispettivi hanno firmato la presente Convenzione o l'hanno munita dei loro sigilli.

Fatto all'Aja, il 12 giugno 1902, in un solo esemplare, che sarà depositato negli archivi del Governo dei Paesi Bassi e una copia del quale, certificata conforme, sarà rimessa per via diplomatica a ciascuno degli Stati che furono rappresentati alla III Conferenza di diritto internazionale privato.

(*Seguono le firme*).

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
TITTONI.
FINOCCHIARO-APRILE.

Il numero CCCXIX (*parte supplementare*) *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto il testamento olografo del comm. Giuseppe Franchetti pubblicato per gli atti del notaio David Viterbi il 9 aprile 1903 con il quale si dispone di un legato di annue L. 1000 a favore dell'Accademia Virgiliana di Mantova per la istituzione di uno o più premi a favore dei mantovani che più si distinguono nelle belle arti, nella musica, nella carriera militare, nella nautica od altro;

Veduta l'istanza presentata dalla R. Accademia Virgiliana di Mantova per ottenere l'autorizzazione ad accettare il lascito suddetto e per l'erezione di questo in ente morale;

Veduto lo statuto organico deliberato dall' Accademia Virgiliana per l'Amministrazione del lascito stesso;

Udito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per la pubblica istruzione;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

La R. Accademia Virgiliana di Mantova è autorizzata ad accettare il lascito disposto in suo favore dal comm. Giuseppe Franchetti.

Art. 2.

Il lascito Franchetti è eretto in ente morale e ne è approvato lo statuto organico annesso al presente decreto e firmato d'ordine Nostro dal ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 6 ottobre 1905.

VITTORIO EMANUELE.

L. Bianchi.

Visto, *Il guardasigilli:* C. Finocchiaro-Aprile.

STATUTO organico della « Fondazione Franchetti » presso la R. Accademia Virgiliana di Mantova.

Scopo.

Art. 1.

Presso la R. Accademia Virgiliana di Mantova è costituita, in base alle vigenti leggi dello Stato, la « Fondazione Franchetti » e ciò di conformità alle disposizioni del testamento olografo del fu benemerito e compianto comm. Giuseppe Franchetti, pubblicato in atti del notaio dott. David Viterbi, il 9 aprile 1903, n. 2780.

Art. 2.

Suo scopo speciale è di distribuire uno o più premi a favore di quei mantovani che più si distinguono, nelle belle arti, nella musica, nella carriera militare, nella nautica, ed altro.

Mezzi.

Art. 3.

I mezzi per provvedere allo scopo di cui all'articolo precedente saranno formati dal legato di L. 1000 all'anno istituito dal prefato comm. Franchetti coll'accennato suo testamento olografo.

Amministrazione.

Art. 4.

Detta Fondazione sarà amministrata dalla R. Accademia Virgiliana di Mantova, la quale sarà tenuta a gestirla separatamente dalle altre rendite.

Art. 5.

La R. Accademia Virgiliana nelle sue assemblee annuali e generali dei propri soci stabilirà volta per volta l'erogazione dei proventi del detto legato di conformità al disposto di cui l'art. 2 e di apposito regolamento da approvarsi dalla superiore autorità.

Art. 6.

Per la convocazione delle dette assemblee si seguiranno le disposizioni in argomento di cui al vigente statuto organico dell'Accademia.

Art. 7.

Un regolamento da approvarsi dalla superiore autorità, in armonia alle disposizioni testamentarie e al presente statuto stabilirà le norme e le modalità per il conferimento dei premi.

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
Il ministro della pubblica istruzione
BIANCHI.

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DEI CULTI

Disposizioni *fatte nel personale dipendente:*

Notari.

Con R. decreto del 12 agosto 1905:

Bocconi Luigi, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Lodi Vecchio, distretto notarile di Lodi.

Candido Giulio, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Prata Sannita, distretto notarile di Santa Maria Capua Vetere.

Del Prete Francesco, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Camigliano, distretto notarile di Santa Maria Capua Vetere.

Tobarini Raffaele, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Cellino San Marco, distretto notarile di Lecce.

Sartori Gio. Antonio, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di San Germano Vercellese, distretto notarile di Vercelli.

Scevola Muzio, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Desana, distretto notarile di Vercelli.

Corgnati Francesco, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Bianze, distretto notarile di Vercelli.

Bobba Pietro Emiliano, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Palazzolo Vercellese, distretto notarile di Vercelli.

Boggio Luigi Adolfo, notaro residente nel comune di Buronzo, distretto notarile di Vercelli, è traslocato nel comune di Arboro, stesso distretto.

Schinzari Antonio, notaro residente nel comune di Soleto, distretto notarile di Lecce, è traslocato nel comune di Cutrofiano, stesso distretto.

Piccione Pio, notaro residente nel comune di San Pancrazio Salentino, distretto notarile di Lecce, è traslocato nel comune di Veglie, stesso distretto.

Coli Luigi, notaro residente nel comune di Specchia, distretto notarile di Lecce, è traslocato nel comune di Scorrano, stesso distretto.

Aldi Bernardino, notaro residente nel comune di San Paolo Albanese, distretto notarile di Lagonegro, è traslocato nel comune di Castello di Campagnano, distretto notarile di Santa Maria Capua Vetere.

Ostorero Mamel Beniamino, è dichiarato decaduto dalla nomina a notaro nel comune di Soriso, distretto notarile di Novara per non avere assunto in tempo utile l'esercizio delle sue funzioni.

Con decreto Ministeriale del 15 agosto 1905:

È concessa al notaro Oliari Aiace una proroga sino a tutto il 22 febbraio 1906, per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Parma.

Con decreto Ministeriale del 16 agosto 1905:

Il termine normale di sei mesi, che il notaro Corradi Giov. Maria, avrebbe per assumere l'esercizio delle sue funzioni in San Giacomo di Lusiana, frazione del comune di Lusiana, distretto notarile di Vicenza, è ridotto a mesi cinque, a tutto, cioè, il 1° ottobre 1905.

Con decreto Ministeriale del 18 agosto 1905:

È concessa al notaro De Angelis Giovanni una proroga sino a tutto il 27 ottobre 1905 per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Salle, distretto notarile di Chieti.

Culto.

Con R. decreto del 12 agosto 1905:

È stato concesso il Regio *exequatur* alle bolle pontificie con le quali furono nominati:

Pompili sac. Domenico al canonicato arcidiaconale nel capitolo cattedrale di Bagnorea.

Vitolo sac. Raffaele al canonicato arcidiaconale nel capitolo cattedrale di Nocera dei Pagani.

Gamaleri sac. Luigi al canonicato della prevostura nel capitolo cattedrale di Ventimiglia.

Di Giacomantonio sac. Francesco Maria, al beneficio parrocchiale di S. M. Assunta in San Nazzaro Calvi,

Giovannetti sac. Giuseppe, al beneficio parrocchiale di San Silvestro in Alatri.

Sono stati autorizzati:

Il parroco di Vallevecchia (Pietrasanta) ad accettare il legato di L. 6000, disposto dal fu Giuseppe Neri.

La fabbriceria parrocchiale di San Pietro di Castello ad accettare il legato di una casa, disposto dalla fu Caterina Pandiani.

La fabbriceria parrocchiale del Sacro Cuore e di San Giacomo di Carignano in Genova, ad accettare il legato di L. 500 disposto dalla fu Erminia Bellesi.

La fabbriceria parrocchiale di Mairago ad accettare la somma di L. 800, a tacitazione ed in adempimento del legato disposto dal fu Pietro Cassani.

La fabbriceria parrocchiale di Rivolta d'Adda, ad accettare il legato di un fondo denominato Redonda, disposto dal fu Angelo Bonazzoli.

L'amministrazione della Chiesa di San Bernardino alle Ossa in Milano ad accettare il legato di L. 1000, disposto dal fu Luigi Colombo.

La fabbriceria parrocchiale di San Felice in Due Miglia ad accettare il legato di una cartella di rendita pubblica 5 0[0 del valore capitale di L. 1000, disposto dal fu Geminiano Pozzali.

La fabbriceria parrocchiale di San Vitale di Reno (Calderara di Reno) ad accettare il legato di annue L. 25, disposto dal fu Cesare Gandolfi.

Il R. subeconomo di Ancona, in rappresentanza della vacante parrocchia di Santa Maria e San Rocco in detta città ad accettare l'eredità disposta dal fu sac. Gio. Battista Volponi.

La fabbriceria parrocchiale di San Giorgio in Pordenone ad accettare il legato di L. 5000, disposto dalla fu Anna Chittaro.

Il parroco della chiesa di San Pietro al Rosario in Novara ad accettare il legato dell'annua rendita di lire cento, disposto dalla fu Teresa Merlotti, ved. Rizzotti.

Il parroco di Montecchio (Dorfo) ad accettare il legato di metà di una casa ed accessori, disposto dalla fu Elisabetta Fiorini.

Il parroco della chiesa dell'Addolorata in Lizzanello ad accettare la eredità di beni immobili e mobili, lasciata dalla fu Maria Antonia Antonucci.

Il parroco di San Pietro in Vincoli in Castagnole Lanze ad accettare il legato di L. 1000, disposto dal fu sacerdote Carlo Stella.

Il parroco della chiesa dei SS. Apostoli e San Biagio in Firenze ad accettare il legato dell'annua rendita di L. 246.96, disposto dal fu comm. Uberto De Nobili.

Il parroco di Sambuca Zabut ad accettare i legati disposti dal fu Salvatore Ciaccio, ed a ricevere dagli eredi del testatore, in adempimento dei legati medesimi l'annua rendita pubblica netta di L. 408.

Il parroco di San Gregorio Magno in Sanginesio a rinunziare al legato di alcuni mobili, disposto dal fu sacerdote Vincenzo Tardella.

La fabbriceria parrocchiale di Villasola (Cisano) a rinunziare alla eredità disposta dal fu Giuseppe Piazzoni.

Sono stati sottoposti a sequestro per misura di repressione:

Il beneficio parrocchiale di Pescomaggiore, di cui è investito il sacerdote Bernardino Priori.

Il beneficio parrocchiale di San Michele a Casale, comune di San Gimignano, di cui è investito il sacerdote Giuseppe Andreucetti.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Divieto d'esportazione.

Essendo stata accertata la presenza della fillossera nel comune di Monti e di Orune, in provincia di Sassari, e di Invorio Superiore in provincia di Novara, è stato con decreto dell'8 novembre 1905, esteso a detti Comuni il divieto di esportazione di talune materie indicate alle lettere *a*, *b*, *c*, del testo unico delle leggi antifillosseriche.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita del consolidato 5 0[0, N. 1,257,559 d'inscrizione sui registri della direzione generale, per L. 285, al nome di Feraud *Gabriella* di *Carlo Adriano*, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliata a Napoli, fu così intestata per **errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi** a Feraud *Clarice-Gabriella*, o *Gabriella*, di *Adriano*, o Carlo **Adriano**, minore, ecc., come sopra, vera proprietaria della rendita **stessa.**

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, l'8 novembre 1905.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: N. 339,370 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al N. 156,430 della soppressa Direzione di **Napoli**) per L. 40, al nome di *Morj* Giovanni fu Gabriele, domiciliato in Galatina (Lecce) con usufrutto al cappellano *pro-tempore* dell'altare di San Paolo nella chiesa matrice di Galatina, fu **così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico mentrechè doveva invece intestarsi a** *Mory* Giovanni fu Gabriele, domiciliato **in Galatina** ecc. (come sopra), **vero proprietario della rendita stessa.**

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, l'8 novembre 1905.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 0[0 cioè: N. 813,153, 813,491, 899,116 e 1,107,869 d'inscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 160 complessivamente al **nome** di Risi *Tullio* fu Giuseppe, minore, sotto la patria potestà della madre Guaita Anselmina fu Eupilio, vedova Risi, domiciliato in Menaggio (Como), e numeri 830,950 e 848,516 al nome di Guaita Anselmina fu Eupilio, vedova di Risi Giuseppe, Risi Alice, Antonio, *Tullio* e Silvio fu Giuseppe, minori, sotto la patria potestà della madre Guaita Anselmina, domiciliati in Menaggio (Como), eredi indivisi del fu Risi Giuseppe e della fu minorenne Risi Dina, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi rispettivamente a Risi *Umberto-Tullio* fu Giuseppe, minore, ecc., e a Guaita Anselmina fu Eupilio vedova di Risi Giuseppe, Risi Alice, Antonio, *Umberto-Tullio* e Silvio fu Giuseppe, minori, ecc., veri proprietari delle rendite stesse.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, l' 8 novembre **1905**.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, N. 1,145,910 per L. 200, al nome di Demichelis Eugenia, Maria, Elisabetta, Alessandrina, Carlo e *Matteo* fu Matteo, minori, sotto la patria potestà della madre Ernesta Franchini, domiciliati in Torino, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Demichelis Eugenia, Maria, Elisabetta, Alessandrina, Carlo e *Giacomo, chiamato Matteo*, fu Matteo, minori ecc, come sopra, veri proprietari della rendita stessa.

A' termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, l' 8 novembre 1905.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita del consolidato 5 0[0, N. 831,110, per L. 20, al nome di Sciullo *Ernestina* fu Beda, minore, sotto la patria potestà della madre Ranallo Erminia, domiciliata in Aquila, libera, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Sciullo *Venustina* (il resto come sopra), vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, l' 8 novembre 1905.

Il direttore generale
MANCIOLI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (1ª *pubblicazione*).

Il signor Aquino Tommaso di Giovanni ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 380 ordinale, n. 386 di protocollo e n. 1885 di posizione, stata rilasciata dalla Intendenza di finanza di Caserta, in data 20 giugno 1905, in seguito alla presentazione di certificato della rendita di L. 300, consolidato 5 0[0, con decorrenza dal 1º gennaio 1905.

A' termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che

siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al signor Aquino Tommaso di Giovanni il nuovo titolo proveniente dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, 8 novembre 1905.

Il direttore generale
MANCIOLI.

Direzione generale del tesoro (*Divisione portafoglio*)

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 9 novembre, in lire 100.00.

AVVERTENZA.

La media del cambio odierno essendo di L. 99.85 e, quindi, non superiore alla pari, pel rilascio dei certificati dei dazi doganali del giorno 9 occorre il versamento in valuta in ragione di L. 100 per 100.

MINISTERO D'AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Ispettorato generale dell'industria e del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata di accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (*Divisione portafoglio*).

8 novembre 1905.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl' interessi maturati a tutt'oggi
5 % *lordo*....	105,18 17	103,18 17	103 75 78
4 % *netto*....	104 82 08	102 82 08	103,39 69
3 ½ % *netto*.	104,22 50	102,47 50	102 97 91
3 % *lordo*....	73,12 —	71,92 —	72,86 30

Parte non Ufficiale

DIARIO ESTERO.

Gli avvenimenti di Russia e specie la lotta incominciata fra gli elementi reazionari - appoggiati da alcune autorità civili e militari, cui sonosi uniti i bassi fondi della popolazione - ed i liberali, continuano ad essere largamente commentati dalla stampa europea ed americana.

Al *Daily Telegraph*, ieri l'altro, fu così telegrafato dal suo corrispondente di Pietroburgo:

« La Russia non è ancora sfuggita completamente alle tempeste. Ora che la battaglia è guadagnata, le classi inferiori della nazione, che ne hanno sopportato tutto il peso, vogliono avere la parte del leone negli utili della vittoria: « Un esercito nazionale, il suffragio universale, la giornata di otto ore », tali sono i loro voti. Il partito degli zemstvi, che in questi ultimi tempi dirigeva il moto, è ridotto oggi alla parte incerta dei girondini. Oramai esso non sa far altro che seguire dei capi che gli sono estranei.

« Il presidente del Consiglio dei ministri, Witte, ebbe una lunga conferenza con alcuni capi del partito degli zemstvi. Il Witte ha fatto appello al loro patriottismo e ha chiesto loro di salvare la casa dall'incendio prima di pretendere di dirigerla. Egli s'è lamentato che nessun partito aiuti il Governo nel suo còmpito e che tutti invece rivaleggino nell'opporgli ostacoli. « Il popolo russo non si fiderebbe nemmeno - disse Witte - d'un profeta disceso dal cielo per dargli delle leggi. Il Governo dirigerà i destini del paese colla approvazione della Duma. Ma la Russia intera grida contro questa istituzione prima che essa funzioni ».

« Gli uomini del partito degli Zemstvi s'accontentarono di rispondere che a loro importavano poco i personaggi componenti il Ministero attuale, se il loro programma non veniva radicalmente modificato. Il Governo, dissero, deve rinunziare alla Duma e convocare al più presto una Assemblea costituente eletta dal suffragio universale. Questo è il solo mezzo per assicurare l'ordine ».

* * *

Il Governo intanto cerca in tutti i modi di illuminare la popolazione e pubblica un comunicato dopo l'altro. Il telegrafo ce ne trasmette due in data di ieri; nel primo è detto che le ultime notizie delle diverse regioni della Russia segnalano che la pacificazione è generale. Aggiunge essere evidente che la crisi verificatasi fu suscitata dall'urto del nuovo regime con le antiche tendenze. Si trattò di una manifestazione di reazione spontanea dell'elemento conservatore della popolazione contro le dimostrazioni, forse esagerate, dell'elemento radicale.

D'altra parte è impossibile negare che in certi casi questa reazione è stata favorita dagli agenti delle amministrazioni locali. Il Governo attuale non ignora questi fatti e non li dissimula; se lo facesse continuerebbe nell'antico indirizzo, mentre ha invece espresso la ferma risoluzione di avviarsi sulla via del progresso. Tra gli agenti delle amministrazioni vi sono alcuni elementi nemici del nuovo sistema, che si oppongono con tutti i mezzi all'applicazione delle riforme.

Il secondo comunicato condanna il tentativo dei giornali per scuotere, in occasione dei recenti disordini, l'autorità dei capi dell'esercito. Fa poi rilevare che le autorità superiori militari e gli alti funzionari dell'Amministrazione civile sono concordi nell'apprezzare l'opera delle truppe, ed aggiunge che la maggioranza della società russa esaminerà le cose in modo calmo ed imparziale, e riconoscerà in seguito i servizi che le truppe hanno reso, contribuendo alla pacificazione del paese.

* * *

Si telegrafa da New-York, 7:

« In una grande riunione di israeliti tenuta oggi è stata aperta una sottoscrizione, che ha fruttato 134,000 fr. per costituire una cassa di soccorso per le vittime israelite dei massacri di Russia.

« Oscar Shanss e Jacob Schiff sono stati rispettivamente nominati presidente e tesoriere della Società di soccorso.

« Dispacci da Londra, Parigi, Berlino dicono che quelle comunità israelite sono disposte a costituire una Società internazionale di soccorso e si propongono di inviare i fondi per mezzo degli agenti diplomatici inglesi ».

* * *

I giornali di Stoccolma pubblicano nella sua integrità il messaggio che il Re Oscar inviò al presidente dello Storthing norvegese e col quale prende commiato da quella popolazione, rinunciando alla Corona per suo figlio. Il messaggio è un documento storico e in quanto tale lo riproduciamo. Esso è così concepito:

« Dopo avere, per parte della Svezia, riconosciuto la Norvegia come Stato separato dall'Unione, voglio comunicare quanto segue rispetto alle mie relazioni con la Norvegia e agli avvenimenti che si riferiscono alla risoluzione dello Storthing del 7 giugno u. s.

« Col presente manifesto dichiaro la mia decisione di rinunziare alla Corona norvegese, la quale, malgrado la mia buona volontà, durante il corso degli anni mi ha cagionato molte amarezze, e che per l'avvenire non potrei portare con vantaggio alcuno, dopo che financo il voto sospensivo del potere Reale è stato posto in non cale dalla rivoluzione illegale dello Storthing.

« In verità non desidero altro che del bene per quel paese e per quel popolo, che fino dalla mia gioventù ho sinceramente amato e la cui prosperità mi è stata sempre a cuore, per quanto ciò era conciliabile coll'adempimento dei miei doveri come Re dei due Regni della penisola scandinava.

« Atteso l'indirizzo che hanno preso le relazioni fra i due popoli, non credo che sarebbe cosa buona nè per la Svezia nè per la Norvegia, se un membro ereditario della mia famiglia accettasse il trono di Norvegia; diffidenza e sospetto potrebbero troppo facilmente turbare quel sentimento amichevole che per il bene di ambo i popoli, farà ritorno, spero, fra non molto, tra i due regni della penisola scandinava ormai purtroppo divisi, per assicurare la pace. Dichiaro perciò di non potere accettare l'offerta dello Storthing.

« A coloro che con lealtà mi hanno servito in Norvegia durante il mio regno di 33 anni, e che ancora hanno un po' di amore per il loro antico Re, mando per commiato i miei ringraziamenti cordiali insieme ai miei voti sinceri per la loro felicità.

« Dal castello di Stoccolma, il 26 ottobre 1905 ».

« Firmato: *Oscar* »

* * *

Secondo recenti informazioni della *Neue Freie Presse*, nei circoli politici viennesi si dà per certo che le potenze si sono accordate sulle modalità della dimostrazione navale da fare contro la Turchia e che in parte sarebbe eguale a quella effettuatasi a Dulcigno, nel 1879, quando si dovè costringere la sublime Porta a riconoscere le nuove frontiere degli stati balcanici, stabiliti dal Congresso di Berlino. Sembra che oggi la dimostrazione si farebbe nei Dardanelli, con l'occupazione di qualche isola del mare Egeo. E' opinione che la Turchia anche questa volta finirà col cedere se tutte le potenze, nessuna eccettuata, prenderanno parte alla dimostrazione; intanto un dispaccio da Costantinopoli, 7, dice:

« Il regolamento per il servizio finanziario in Macedonia, compilato dagli agenti civili e dai delegati finanziari, è arrivato qui oggi, e sarà esaminato dalle ambasciate e dalla Porta ».

* * *

Si telegrafa da La Canea, 8:

Il *Giornale ufficiale* pubblica un proclama del comandante delle truppe internazionali, col quale s'intima agli insorti di deporre le armi.

Il proclama assicura l'impunità a tutti coloro che non hanno reati di diritto comune e reati di indole militare.

Il caso dei capi del movimento e quello della diserzione saranno definiti dal Consiglio delle potenze protettrici.

Il *Giornale ufficiale* aggiunge a questo proclama una nota la quale dichiara che i capi del movimento godranno dei beneficî di una amnistia.

S. E. Fortis in Calabria

Ieri mattina, alle 8, con un tempo splendido, in due automobili, il presidente del Consiglio, on. Fortis, accompagnato dal generale Lamberti, dagli onorevoli deputati De Seta e De Novellis, dal comm. Palumbo-Cardella, dal cav. Forgiuele, dal cav. Nappi e dal dott. Di Giorgio, partì dalla stazione di Paola, diretto a Cosenza.

All'entrata, nell'abitato di Paola, le Associazioni con bandiere e musica attendevano l'arrivo dell'on. Fortis.

Appena giunsero gli automobili, numerosa folla applaudì. Gli automobili si fermarono al municipio dove il presidente del Consiglio discese.

Il sindaco di Paola gli porse il benvenuto. L'on. Fortis lo ringraziò per l'accoglienza ricevuta dalla popolazione.

S. E. Fortis ebbe una lunga conferenza col generale Lamberti, cogli onorevoli deputati De Novellis e De Seta, col sottoprefetto e coll'ispettore generale del Ministero dell'interno, comm. Brunialti.

L'on. Fortis si interessò vivamente delle condizioni economiche delle popolazioni e dei lavori di restauro delle case.

Gli automobili si riposero in marcia, fra vivi applausi, ed attraversarono le vie imbandierate.

La popolazione acclamò l'on. Fortis.

Gli automobili, lasciata Paola, proseguirono velocemente verso Cosenza.

Anche attraversando l'abitato di San Fili, il presidente del Consiglio venne acclamato dalla popolazione.

L'on. Fortis giunse a Cosenza alle ore 10.15. Le vie della città erano affollatissime.

Gli automobili, fra due fitte ali di popolo plaudente, attraversarono lentamente la città, fermandosi alla Prefettura.

Quivi l'on. Fortis venne ricevuto dagli onorevoli deputati Alifo, Giunti, Fera e Spada, dal comm. Cossu, funzionante da prefetto, dal presidente del Consiglio provinciale, dai deputati e consiglieri provinciali, dal sindaco colla Giunta, dall'intendente di finanza, dall'ispettore del Ministero delle finanze e dalle altre autorità civili e militari.

Il presidente del Consiglio con le autorità salì al palazzo della Prefettura, ove ascoltò dai deputati e dalle altre autorità i desideri ed i bisogni della popolazione.

L'on. Fortis assicurò che il Governo è animato dalle migliori intenzioni e soggiunse che già nel Consiglio dei ministri vennero discussi i provvedimenti per la Calabria, che confidava possano appagare queste popolazioni.

Terminato il ricevimento alla Prefettura, l'on. Fortis, in car-

rozza coll'on. deputato Spada, col presidente del Consiglio provinciale e col sindaco, fece il giro della città, spingendosi fino al vallone di Rovito, ove furono fucilati i fratelli Bandiera. In altre carrozze seguivano le autorità.

Tornato al palazzo della Prefettura, il presidente del Consiglio, Fortis, ricevette monsignor Sorgente, arcivescovo di Cosenza, ed altri personaggi.

L'amministrazione della provincia di Cosenza offrì alle ore 12 1\2 una colazione al presidente del Consiglio.

Vi presero parte, oltre l'intero Consiglio provinciale, il generale Lamberti, gli onorevoli deputati D'Alife, Giunti, Fera e Spada, il funzionante da prefetto, Cossu, il sindaco ed altri distinti cittadini.

Alla fine della colazione il presidente della Deputazione provinciale rivolse caldo parole di saluto al presidente del Consiglio, on. Fortis, dichiarando, a nome di tutta la Provincia, la fiducia che la sua presenza al Governo ispira alle popolazioni calabresi.

L'on. Fortis ringraziò tutti per la festosa accoglienza ricevuta, assicurando che il Governo farà del suo meglio per alleviare i recenti danni e ridestare nelle Calabrie quelle energie locali che potranno elevarle a quella prosperità cui hanno diritto.

Le parole dell'on. Fortis furono accolte con fragorosi ed unanimi applausi.

Dopo la colazione l'on. Fortis si recò a restituire la visita all'arcivescovo, monsignor Sorgente, e poi, alle 14.30, insieme col generale Lamberti, in automobile, fra infiniti applausi della popolazione raccolta nelle vie, lasciò Cosenza.

Al suo passaggio da San Fili e da Paola l'on. Fortis fu nuovamente acclamato.

Alla stazione di Paola un'imponente dimostrazione di cittadini, con a capo il sindaco, la Giunta e le altre autorità, mentre la banda suonava la marcia reale, salutò l'on. Fortis.

Alle 14.40 il presidente del Consiglio, accompagnato dal generale Lamberti, dagli onorevoli deputati De Seta, De Novellis e Bruti, dal sottoprefetto e dalle altre autorità, partì per Catanzaro.

Giunsero all'on. Fortis numerosi telegrammi dai sindaci della provincia di Cosenza, bene auguranti al suo viaggio ed esprimenti il desiderio che l'on. Fortis avesse visitato anche i loro Comuni.

L'on. presidente del Consiglio ebbe dappertutto una festosissima accoglienza.

S. E. Fortis, partito in treno nel pomeriggio da Cosenza, diretto a Catanzaro, fu ossequiato al suo passaggio, alla stazione di Amantea, dalle autorità civili e militari e da varî sindaci, fra cui quelli di San Pietro Amantea, Ajello, Lago e Belmonte, e salutato da grande folla plaudente.

Al passaggio a Nicastro il presidente del Consiglio, on. Fortis, fu ossequiato dalle autorità civili e militari, da varî sindaci, tra i quali quelli di Nicastro, Sambiase e Gizzeria, dal barone Nicotera, dal sottoprefetto, dalle notabilità cittadine e da numerosa folla.

Giunsero all'on. Fortis telegrammi da varî Comuni che lo invitavano a recarsi a visitarli.

Alle ore 20.20 S. E. Fortis arrivò a Catanzaro.

Alla stazione venne ossequiato da tutte le autorità civili e militari.

Lungo le vie della città la folla, che attendeva il passaggio dell'on. presidente del Consiglio, lo applaudì calorosamente.

L'on. Fortis si recò alla Prefettura ove conferì lungamente col prefetto, cogli onorevoli deputati Chimirri, Staglianò e Turco, coi generali Valcamonica e Porpera, coi presidenti della Deputazione e del Consiglio provinciale, col sindaco, coi deputati e consiglieri provinciali, cogli assessori comunali, col presidente della Congregazione di carità e colle altre autorità.

L'on. Fortis pernottò a Catanzaro, ospite del prefetto.

Stamane, alle ore 9.30, l'on. Fortis cominciò a ricevere dapprima gli onorevoli deputati Chimirri, Squitti, Staglianò, Lucifero, Colosimo e Sanseverino, il procuratore generale della Corte d'appello, il sostituto procuratore generale, il direttore locale della Banca d'Italia, il direttore delle carceri, il decano del capitolo, l'ispettore generale Dalmazzi e una rappresentanza della sezione della Federazione degli insegnanti secondari.

L'on. Fortis ricevette pure la rappresentanza della Congregazione di beneficenza, il presidente della Società operaia, la rappresentanza dell'Avvocatura erariale, la Giunta provinciale amministrativa al completo, l'intendente di finanza, il Consiglio sanitario provinciale, il presidente della Congregazione di carità, il Comitato provinciale di soccorso per i danneggiati dal terremoto, l'ispettore provinciale forestale, il conservatore delle ipoteche, il sindaco e la Giunta comunale di Catanzaro, il comandante del presidio e le autorità militari, l'ingegnere capo dell'ufficio tecnico di finanza, il direttore delle poste, tutte le autorità giudiziarie, la Deputazione ed il Consiglio provinciale, tutte le autorità scolastiche, la Camera di commercio col presidente e tutti i funzionari della Prefettura.

L'on. Fortis, poi, ricevette il Comitato di agitazione per le questioni economiche delle provincie della Calabria.

Il Comitato espose all'on. presidente del Consiglio la necessità di provvedimenti economici e l'on. Fortis rispose che il Governo si occupava vivamente della questione con le migliori intenzioni.

I ricevimenti terminarono alle 12,15.

Con tutte le autorità e le altre persone, ricevute stamane, l'on. presidente del Consiglio si intrattenne specialmente sulle condizioni economiche e amministrative della provincia di Catanzaro. Chiese quali fossero i desiderî delle popolazioni, ripetendo le assicurazioni che il Governo fermamente intende d'iniziare il risveglio delle Calabrie.

Colle autorità militari e coi funzionari governativi l'on. presidente del Consiglio si congratulò dell'opera dell'esercito, delle autorità e degli impiegati civili per rendere meno dolorosi i recenti disastri.

Alle 12.30, all'*Hôtel Brezia* la deputazione provinciale e la Giunta comunale offrirono una colazione al presidente del Consiglio.

Vi intervennero gli onorevoli deputati Chimirri, Colosimo, Squitti, Lucifero, Sanseverino, Staglianò e Turco, il generale Lamberti, il prefetto, il presidente del Consiglio provinciale, il sindaco, l'ispettore generale Dalmazzi, l'intera deputazione provinciale, la Giunta comunale, il segretario capo della presidenza del Consiglio, comm. Palumbo-Cardella, il cav. Forgiuele, il cav. Nappi e il dott. Di Giorgio

NOTIZIE VARIE

ITALIA.

S. E. Bianchi a Napoli. — Ieri S. E. il ministro della pubblica istruzione, a Napoli, ricevette il Collegio dei professori dell'istituto nautico, con a capo il preside, comm. Ricciardi.

Il ministro si compiacque vivamente dello sviluppo dell'istituto nautico.

Parlando della riforma, che è in esame presso il suo Ministero, dichiarò di essere fermamente convinto che per il gran rifiorimento del commercio marittimo, della navigazione e delle costruzioni navali in Italia, è necessario elevare la coltura dei giovani degli istituti nautici.

A proposito dei voti fatti dal Consiglio provinciale e dalla Camera di commercio circa l'istituzione dei corsi superiori presso

l'istituto nautico di Napoli, il ministro dichiarò che il suo ideale è quello di vedere istituiti in Napoli tutti gli insegnamenti nautici in modo che i giovani pessano compiere in questa città i loro studi superiori.

L'on. ministro visitò i locali dell'Università e dell'istituto chimico e trovò che i lavori sono quasi al termine e che bisogna provvedere ai mezzi per l'arredamento.

Servizio telefonico. — Il 20 corrente si farà l'inaugurazione della nuova linea telefonica Messina-Palermo. La presenzierà il ministro, on. Morelli-Gualtierotti.

Lo stesso giorno sarà inaugurata la linea telefonica Milano-Cremona.

Lotteria di beneficenza « pro-Calabria » promossa dall'Associazione della stampa. — Seguito dei doni pervenuti all'Associazione:

Signora Fanny Zampini Salazar — *I cavalieri moderni*, romanzo.

Cav. Gio. Battista Dall'Oppio — Quadro a pastello (fiori) con cornice dorata.

Cav. Vittorio Emanuele Bianchi — *Guide de Rome*, due copie.

Sig. Dante Zanardelli — Un'armonica, una sveglia, due piccole sveglie cappuccine.

Prof. Eugenio Paolo Paolini — *L'allevamento umano*, volume rilegato in tela con fregi in oro.

On. nob. Luciano Personè — Dodici bottiglie assortite di vini fini.

Sig. Francesco Alterocca — *Strada facendo* (5 copie).

Cav. Vittorio Bario — *Annuario delle assicurazioni*, tre volumi rilegati in tela.

Prof. Primo Acciaresi — *I greci antichi*, (10 copie).

On. Luigi Roux — Pezzo da cento lire in oro con astuccio di pelle.

On. Carlo Cavagnari — Lampada elettrica con figura di donna.

(*Segue*).

Fenomeni tellurici. — Iermattina, a Catanzaro, alle 11 è stata avvertita una scossa di terremoto in senso ondulatorio durata quattro secondi. Nessun danno.

Per i danneggiati dal terremoto. — Il Comitato provinciale di soccorso, riunitosi l'altra sera, dopo fissati i criteri generali, stabilì di nominare un'apposita Commissione scelta fra i suoi componenti, che si recherà subito sui luoghi del disastro, per procedere alla distribuzione immediata delle somme disponibili.

Le domande presentate superano il numero di ventimila.

Fiumi in piena. — Notizie da Marsciano, Deruta, Città di Castello, Assisi e Umbertide annunziano che il fiume Tevere è straordinariamente ingrossato. Presso Marsciano ha straripato in parecchie località danneggiando i terreni adiacenti.

Le autorità hanno preso misure per prevenire disgrazie.

— A causa dello straripamento del torrente Staggia la stazione ferroviaria di Poggibonsi è inondata e momentaneamente è interrotta la circolazione dei treni.

— Il Tevere, ieri alle 12, segnava all'idrometro di Orte m. 3.90; a Fara Sabina 4.15; a Stimigliano 4.

Pel Congresso medico di Roma. — Pel Congresso medico nazionale, promosso dal Fascio medico parlamentare, è stato accordato il 75 0[0 di ribasso su tutte le ferrovie del Regno.

Marina militare. — La R. nave *Umbria* è giunta a Coquimbo. La *Fieramosca* è partita da Vittor a per Santos. *L'Iride* da Suda per Platania Kyssamos. La *Sirio* è giunta da Rosas a Genova. La *Sagittario* è giunta a Cuxhaven. La *Sparviero* è partita da Suda per La Canea.

Marina mercantile. — Da Gibilterra il 7 corrente ha proseguito per New-York il *Königin Louise*, del N. Ll. Da Buenos-Ayres ha transitato per Genova il *Florida*, del Lloyd italiano. Da Gibilterra ha proseguito il 7 corr. per Genova il *Prinzessin Irene*, del N. Ll. Da Teneriffa ha proseguito per Genova il *Città di Milano*, della Veloce.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

BERLINO, 8. — L'Imperatore Gugliemo ha conferito al Re di Spagna il Collare dell'Aquila Nera.

SANTIAGO DEL CILE, 8. — L'ex ministro degli affari esteri Agustin Edwards, è stato nominato ministro plenipotenziario presso S. M. il Re d'Italia.

PARIGI, 8. — *Camera dei deputati*. — (*Seduta antimeridiana*). — Si discute il progetto sulle pensioni operaie.

Il socialista Tournier presenta nn contro-progetto tendente a stabilire un bilancio per le pensioni.

Guieysse, relatore, lo combatte, dicendo che bisogna costringere padroni od operai a partecipare alle pensioni.

Il contro-progetto Tournier è respinto, con 415 voti contro 117.

VIENNA, 8. — Il generale Fiedler, comandante dell'11° Corpo d'armata di Leopoli, è stato nominato comandante del secondo Corpo d'armata di Vienna.

BUENOS AYRES, 8. — Un grande incendio si è sviluppato sulla spiaggia presso Mar del Plata ed ha distrutto numerosi *châlets*.

I danni sono valutati a 300,000 piastre.

PIETROBURGO, 8. — L'*Agenzia telegrafica di Pietroburgo* dichiara infondata la voce fatta oggi correre all'estero che il conte Witte sarebbe stato assassinato.

BERLINO, 8. — L'Imperatore Guglielmo ed il Re di Spagna si sono recati oggi a caccia a Doeberitz e poscia in automobile hanno proseguito per il nuovo palazzo di Potsdam, ove ora il Re occupa l'appartamento rosso.

Il Re alle 4.30 del pomeriggio si è recato a visitare il principe creditario e gli altri principi.

PARIGI, 8. — *Camera dei deputati* — (Seduta pomeridiana). — Si continua a discutere il regime del gas a Parigi.

Veber, socialista, difende la municipalizzazione del servizio del gas.

Dron, progressista, cita l'esempio di città ove la regia diretta del gas dà eccellenti risultati, e dichiara che, malgrado l'imperfezione del sistema proposto, voterà il progètto.

Congy e Maurice Spronck, nazionalisti, combattono il progetto.

ROTTERDAM, 8. — Lo sciopero dei pesatori e misuratori di cereali continua.

Parecchie associazioni operaie del porto hanno aggiornato a domani la decisione circa la loro solidarietà cogli scioperanti.

Il lavoro continua con due elevatori.

Stamane otto navi sono state caricate senza pesare. A bordo delle altre navi non si lavora.

Si attendono prossimamente ottanta navi cariche di cereali.

PRAGA, 8. — Le pattuglie di truppa ed i distaccamenti d polizia che perlustravano le vie della città sono state ritirate stasera verso le 10, non essendo oggi avvenuti disordini.

PIETROBURGO, 8. — Il governatore generale della Finlandia, principe Obolensky sarà collocato a riposo.

Il ministro della guerra, generale Rediger, ha presentato le sue dimissioni.

PIETROBURGO, 8. — Gravi disordini agrari sono scoppia in varie provincie del Volga.

Si nota pure un movimento popolare contro i maestri di scuola ed i medici liberali nella provincia di Mosca. Ivi una folla di contadini ha attaccato gli ospedali o le abitazioni dei medici e dei maestri, irritata dai discorsi pronunciati da essi contro il Governo.

In altre località invece i contadini chiedono agli intellettuali che spieghino loro il manifesto dello Czar del 30 ottobre scorso, relativo alla Costituzione.

VIENNA, 8. — Il personale ferroviario delle linee dello Stato che fanno capo a Vienna, il quale aveva già parzialmente cominciato l'ostruzionismo nel servizio delle merci, mediante la stretta applicazione del regolamento, ha tenuto oggi una riunione, nella quale ha approvato all'unanimità la decisione di iniziare da domani l'ostruzionismo su tutte le linee suddette.

Il personale ferroviario domanda l'aumento del 20 per cento sui salari ed il suffragio universale.

PIETROBURGO, 9. — (*Ufficiale*). — Lo Czar ha accettato le dimissioni del granduca Vladimiro da comandante delle truppe della guardia e della circoscrizione militare di Pietroburgo ed ha accettato pure le dimissioni del principe Kilkhoff da ministro delle vie e delle comunicazioni. Il principe Kilkhoff è stato nominato membro del Consiglio di Stato.

MOSCA, 9. — Il Consiglio municipale ha respinto un progetto tendente ad organizzare una milizia municipale.

VARSAVIA, 9. — Tutti i *meetings* sono stati vietati, anche se tenuti in locali chiusi. Le offerte affluiscono al Comitato di soccorso degli scioperanti.

NEW-YORK, 9. — Il *New-York Herald* ha da Buenos-Aires: La rivoluzione è scoppiata al Brasile. Vi sono centinaia di morti nelle vie di Rio-Janeiro.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
del R. Osservatorio del Collegio Romano

del 8 novembre 1905

Il barometro è ridotto allo zero	—
L'altezza della stazione è di metri	50.60.
Barometro a mezzodì	752.51.
Umidità relativa a mezzodì	77.
Vento a mezzodì	S.
Stato del cielo a mezzodì	coperto.
Termometro centigrado	massimo 16 8.
	minimo 12.2.
Pioggia in 24 ore	mm. 7.2.

8 novembre 1905.

In Europa: pressione massima di 776 sulla Russia centrale, minima di 752 sulla Norvegia.

In Italia nelle 24 ore: barometro disceso di 3 mm. in Sardegna, salito altrove fino a 4 m. al sud-est; temperatura irregolarmente variata; pioggie principalmente al nord e centro; venti forti al sud e la Sardegna.

Persiste la depressione sul Tirreno con un minimo di 755; massimo a 764 sulle coste Joniche.

Probabilità: cielo nuvoloso con pioggie; venti forti del 3° e 4° quadrante mare agitato, Tirreno qua e là grosso.

BOLLETTINO METEORICO
dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 8 novembre 1905.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA Massima nelle 24 ore precedenti	TEMPERATURA Minima nelle 24 ore precedenti
Porto Maurizio...	coperto	mosso	15 0	9 0
Genova	coperto	legg. mosso	12 8	10 4
Massa Carrara ...	—	—	—	—
Cuneo	3/4 coperto	—	8 0	2 5
Torino	nebbioso	—	9 0	5 8
Alessandria	nebbioso	—	9 8	7 4
Novara	coperto	—	10 8	5 5
Domodossola	sereno	—	6 1	1 0
Pavia	coperto	—	10 0	7 0
Milano	coperto	—	11 0	7 8
Sondrio	coperto	—	10 3	5 3
Bergamo	coperto	—	11 0	7 2
Brescia	coperto	—	15 4	7 8
Cremona	nebbioso	—	10 6	8 0
Mantova	piovoso	—	12 2	7 8
Verona	coperto	—	12 8	8 3
Belluno..........	nebbioso	—	10 1	5 5
Udine	piovoso	—	14 0	8 7
Treviso	coperto	—	12 2	9 0
Venezia..........	—	—	—	—
Padova	coperto	—	12 3	8 7
Rovigo	coperto	—	13 6	6 0
Piacenza	nebbioso	—	10 0	7 9
Parma...........	piovoso	—	10 6	8 1
Reggio Emilia....	coperto	—	12 0	8 0
Modena	piovoso	—	11 5	8 6
Ferrara..........	piovoso	—	12 8	8 4
Bologna	piovoso	—	12 2	8 4
Ravenna	piovoso	—	15 0	8 5
Forlì	coperto	—	15 6	9 6
Pesaro	coperto	calmo	15 6	10 0
Ancona	coperto	calmo	16 0	12 0
Urbino	piovoso	—	12 0	8 8
Macerata	coperto	—	18 8	10 4
Ascoli Piceno	3/4 coperto	—	16 0	9 5
Perugia	coperto	—	12 2	8 3
Camerino	3/4 coperto	—	12 9	8 9
Lucca	piovoso	—	17 3	9 8
Pisa	piovoso	—	18 1	9 0
Livorno.........	piovoso	mosso	16 4	9 4
Firenze	piovoso	—	15 8	9 8
Arezzo..........	piovoso	—	12 9	9 2
Siena	caperto	—	13 6	8 8
Grosseto	coperto	—	17 0	11 0
Roma	coperto	—	16 0	12 2
Teramo	1/2 coperto	—	17 0	10 2
Chieti	3/4 coperto	—	17 0	10 0
Aquila	coperto	—	11 3	7 8
Agnone.........	piovoso	—	12 2	6 1
Foggia..........	coperto	—	19 5	12 8
Bari	3/4 coperto	calmo	22 0	11 0
Lecce	3/4 coperto	—	20 8	12 9
Caserta	1/2 coperto	—	18 1	10 2
Napoli	3/4 coperto	mosso	17 2	13 2
Benevento	coperto	—	16 8	10 8
Avellino	3/4 coperto	—	15 5	11 8
Caggiano	3/4 coperto	—	13 7	8 2
Potenza.........	1/4 coperto	—	13 0	7 7
Cosenza..	sereno	—	18 3	11 2
Tiriolo..........	1/2 coperto	—	15 8	6 0
Reggio Calabria ..	sereno	calmo	23 9	14 7
Trapani.........	coperto	calmo	20 8	15 2
Palermo	3/4 coperto	calmo	21 3	8 4
Porto Empedocle..	1/2 coperto	mosso	19 0	13 0
Caltanissetta	sereno	—	18 0	13 0
Messina	sereno	calmo	21 3	12 8
Catania	sereno	calmo	22 0	12 7
Siracusa	sereno	calmo	23 5	13 0
Cagliari	coperto	agitato	19 1	12 0
Sassari	piovoso	—	15 5	11 8

Direttore: G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. RAFFAELE TUMINO, *Gerente responsabile.*